



## **Moins de richesses pour l'Éducation !**

26/11/2018

C'est la déduction que l'on peut faire de la note de la Depp (direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance) de novembre 2018 faisant état de la Dépense Intérieure d'Éducation (DIE) qui inclut la dépense de l'État 57,4 %, des collectivités 23,3 %, des entreprises 8,5 % et des ménages 7,7 %. Soit 154,6 Mds en 2017.

Cette note rappelle qu'en 1996 et d'autres années de cette période, la France consacrait 7,7 % de son PIB à la DIE.

En 2017 (comme en 2016 et depuis 2006) elle ne consacre plus que 6,7 %, soit un point de PIB en moins (un PIB en 2017 de 2292Mds).

**Si la France avait consacré en 2017 le même pourcentage de richesse du PIB qu'en 1996, elle devrait engager au moins 21 Milliards d'investissements supplémentaires.**

Imaginons l'effet de levier considérable que cet ajout d'investissement provoquerait.

Cette note annuelle ([voir le lien sur notre site](#)) indique aussi que la dépense par étudiant suit une tendance à la baisse depuis 2009. En 2015 elle donne un cout de 11690 euros par étudiant et elle est estimée à 11670 euros en 2017 (moins 20 euros constant).

Pourquoi consacrer moins à l'éducation en 2017 qu'en 1996 alors qu'il y a plus d'élèves et d'étudiants ?

Ces dépenses seraient inutiles ou non productives ? Mais pour qui ? Ceci relève bien de drôles de choix politiques !

pascal.anger@snepfusu.net